

Campus : déménagement à haut risque !

Le projet d'entreprise Campus, présenté au printemps dernier, vise à regrouper pour septembre 2025 les 16 sites de France TV dispersés en région parisienne dans 5 bâtiments situés à proximité immédiate de MFTV (Maison France Télévisions). Avec ses 5 000 salariés, c'est un chantier gigantesque qui n'est pas sans risques.

Les différentes phases d'un tel projet devant légalement être présentées devant les CSE concernés, c'est celui du Siège qui a d'abord été consulté pour recueillir l'avis des élus sur la première étape : le méta-zoning (lieux d'implantation des différentes entités de France Télévisions, première étape avant le macro et le micro-zoning, plus détaillés) et ses conséquences organisationnelles. Et comme il s'agit là d'un plan d'envergure, le cabinet d'expertise Technologia, mandaté par les instances, a présenté un rapport détaillé pour éclairer les représentants du personnel et les aider à se prononcer.

Or, après étude de ce document, les élus ont à l'unanimité donné un avis négatif sur cette première étape ([lire ici la résolution des élus](#)), motivé par de nombreuses réserves quant aux conséquences en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail résultant du projet. Les CSE de la station Outre-mer de Malakoff et de France 3 Réseau ont d'ailleurs, eux aussi, rendu des avis négatifs.

Rationaliser, homogénéiser, rassembler, s'adapter aux nouveaux besoins, tels sont les maîtres-mots maintes fois répétés par la direction pour légitimer Campus. Avec un leitmotiv : « moins d'implantations, plus de proximité ».

Pourtant, au-delà de ces belles phrases, le rapport Technologia relève l'absence de projet de l'entreprise ; Campus est noyé dans des phases (des étapes) qui ne permettent pas aux élus de se prononcer. Il précise, par exemple, que si regrouper les activités peut avoir du sens, il n'existe pas de descriptif du projet global. Rien ne permet donc de rassurer. Pire encore, après des entretiens réalisés auprès de 158 salariés, il ressort une perte de confiance, un sentiment de trahison dû à la communication de l'entreprise. Et un terme revient, inhabituel au dire des auditeurs, celui de *déshumanisation*.

Les élus du SNJ, eux, connaissent parfaitement le projet de madame Ernotte : faire des économies, en effectifs, en surfaces (m²), en dépenses.

Ainsi, avec l'arrivée des salariés de la station de Malakoff au Siège, l'équipe sera éclatée, absorbée, et finira par perdre son identité. C'est tout un collectif de travail qui risque de disparaître.

Une diminution d'environ 10% de la surface globale est annoncée, pour un effectif constant. Comment cela est-il possible ? C'est simple : grâce au flex office ! Ou plutôt aux « quartiers d'équipe », nom inventé par un cabinet de consultants grassement payé pour tenter de donner une image plus acceptable à un système décrié ailleurs dans le monde. Le prétexte ? Le télétravail qui viderait les locaux. Ainsi, les salariés ne disposeront plus d'un bureau attribué mais ils devront chaque jour en trouver un disponible. Premier arrivé, premier servi ! Et quand tout le monde est présent dans le service ? Ça déborde !

En séance, les élus ont prévenu la direction que la mise en place du flex office dans les locaux de la rédaction constitue une ligne rouge à ne pas dépasser.

Avec la vente de certains sites (dont Malakoff et Boulogne) et l'arrêt des locations, Campus permettrait de réaliser une économie de 38M€ et une amélioration de la trésorerie de 60M€. Mais ces chiffres, fournis aux élus voici bientôt un an, sont-ils encore réalistes ? Tiennent-ils compte de l'inflation, de la hausse très probable des loyers et des charges ? Sans compter que France TV, passant d'une logique de propriétaire (pour certains sites) à celle de locataire, se sépare de ses actifs immobiliers. Donc s'appauvrit. C'est, selon le SNJ, une vision à court terme.

Si Technologia relève beaucoup d'incertitudes sur l'aspect économique, mal ficelé, il soulève aussi le risque d'une entreprise à deux vitesses. L'immeuble Quadrans devant devenir la vitrine de l'entreprise, tourné vers l'extérieur, et celui de Seine Ouest celui de numérique et des technologies, que deviendront les autres ?

(suite en page suivante...)

Vos élus Snj ne sont pas hostiles par nature aux changements, quand ils permettent d'améliorer la situation des salariés et leurs conditions de travail. Mais avec Campus, beaucoup de questions, d'inquiétudes, d'incompréhension à l'issue de ce CSE demeurent.

Depuis plusieurs années, la succession de réorganisations et de déménagements dans l'entreprise déstabilise et conduit à des risques psychosociaux. Et là, ce n'est pas nous qui le disons, mais un cabinet d'experts indépendants.

Nous suivrons de près ce projet d'envergure qui n'est pas sans dangers pour les salariés.

Paris, le 12 avril 2023

